

KAZAKHSTAN : Le mouvement démocratique se hisse sur les épaules du mouvement insurrectionnel du prolétariat

L'État parvient à mater la rébellion populaire en exploitant aussi les faiblesses du pacifisme interclassiste de l'opposition qui prône une réforme libérale des institutions. Mais la classe ouvrière n'a pas dit son dernier mot.

- 1) La semaine insurrectionnelle kazakhe, de ce début 2022, est une excellente nouvelle pour le prolétariat mondial. Mûrie depuis plus de deux décennies de luttes démocratiques – dont l'insurrection de décembre 1986 à Almaty¹ – et de combats défensifs des travailleurs pour les salaires, pour la réduction du temps de travail, contre les commandements d'usine. Ces combats furent accompagnés de tentatives d'organisation de syndicats indépendants de l'État. Cette révolte a été préparée par des révoltes ouvrières ayant éclaté à intervalles réguliers relativement rapprochés, et soutenue par une grande partie de la population et des organisations non-gouvernementales démocratiques ainsi qu'une partie de l'opposition institutionnelle. Commencé dans les cités ouvrières du Sud-Ouest et notamment à Janaozen (ville de 150 000 habitants dans la région de Mangystau), déjà protagoniste d'un épisode insurrectionnel, en décembre 2011, le processus insurrectionnel de 2022 a vite touché toutes les principales villes du pays. Sa dimension pacifique initiale a rapidement cédé la place au déferlement de la violence prolétarienne, alimentée par une haine bien enracinée du népotisme despotique des classes dominantes. Ce népotisme despotique a aussi nourri les aspirations des franges démocratiques qui se battent pour la réforme constitutionnelle et qui demandent la formation d'une Assemblée constituante ainsi que la reconnaissance des mouvements institutionnels de l'opposition et des syndicats indépendants. Le doublement du prix du GPL, le carburant le plus utilisé par la population, a fait déborder le vase de la vie de plus en plus chère en raison des dévaluations de la devise nationale, le tenge, intervenues à un rythme de 17 % en moyenne par an, entre 2014 et 2020, engendrant une inflation qui approche désormais les 10 % par an. La force du mouvement insurrectionnel prolétarien est attestée par sa capacité, pendant plusieurs jours, de tenir la rue, de faire reculer et parfois désarticuler les forces de répression, de détruire de nombreux édifices étatiques et de se réappropriier des marchandises. L'armement des révoltés s'est posé

immédiatement. Les désarmements de militaires et de policiers, la prise de l'armurerie au siège des services secrets intérieurs, le tant honni Comité de sécurité nationale (CSN), l'occupation, quoique fugace, de l'aéroport d'Almaty, la principale ville du pays, et l'utilisation répandue d'armes non-conventionnelles artisanales² ont montré la maturité politique de cet épisode de la lutte des classes. À tel point que, immédiatement, les officines de désinformation des classes dominantes du monde entier ont repris à leur compte les *fake news* annonçant la venue de l'étranger des terroristes bien entraînés, en les mêlant d'une imaginaire action de la faction de l'ancien maître des lieux, Noursoultan Nazarbaïev, éloigné de l'exécutif, en mars 2019, mais encore en charge avec ses acolytes du CSN lors du déclenchement de la rébellion. En réalité, les accusations unanimement adressées contre les insurgés, par les démocrates de la planète, révèlent l'immense frayeur qu'engendre la classe ouvrière quand elle trouve la route de son indépendance et s'exprime sans compromission avec ses moyens propres de combat.

- 2) Mais ce qui suscite plus encore la crainte de ces Messieurs est le soupçon de la constitution d'organisations ouvrières de combat, de groupes prolétariens capables de porter l'attaque à l'ennemi de classe avec l'énergie et la détermination indispensables. Oui, les représentants du capital, qu'ils soient libéraux ou despotiques, redoutent par-dessus tout les mouvements prolétariens insurrectionnels « non spontanés ». Même battus, ces mouvements tracent la voie de la constitution de la classe pour soi, de l'autonomie ouvrière préparée par et dans les luttes quotidiennes contre l'exploitation.
- 3) Citée par l'hebdomadaire britannique *The Observer*, dans son édition du 9 janvier 2022, Diana T. Kudaïbergenova, sociologue à l'université de Cambridge, bien informée, ralliée au camp démocratique bourgeois et partisane d'une nette ligne de démarcation vis-à-vis des « violents », déclare

¹ Voir : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Jeltoqsan>

² La chasse est un loisir extrêmement répandu, d'où l'utilisation de carabines et de pistolets.

qu'« il y a encore très peu d'informations indépendantes et beaucoup d'incertitudes. Cependant, une chose est claire : la manifestation pacifique était authentique et spontanée », avant d'ajouter que « les gens sont descendus dans la rue pour exprimer leurs doléances et nous avons vu une certaine auto-organisation, en particulier dans l'Ouest du Kazakhstan ». L'auto-organisation qu'elle mentionne est celle des ouvriers des grands centres miniers et de première transformation du Sud-Ouest du pays qui à moult reprises ont tenté, sans y parvenir, d'installer des syndicats indépendants. Mais on peut, sans crainte de se tromper, se fonder sur la composition, proposée par la sociologue, des manifestations qui ont ravagé Almaty, l'ancienne capitale du Kazakhstan de l'époque de l'URSS, sise dans le Sud-Est du pays : « des manifestants pacifiques réclamant des réformes, la fin des violences ; la plupart d'entre eux sont spontanés ; des émeutiers, maraudeurs, certains organisés, violents, d'où ils viennent est peu clair ; des militants politiques (mouvements non institutionnalisés) ; et des pillards opportunistes ». Par-delà ses jugements de valeur inspirés par ses positions politiques, Diana T Kudaibergenova reconnaît qu'au moins deux de ces quatre composantes ont choisi le terrain de l'affrontement organisé et planifié au grand dam des gentils démocrates pacifistes et « spontanés ». Des professionnels du crime peut-être ? Un témoignage publié sur le site d'un camarade, y répond : « Si vous pensez que ces gars [qui ont attaqué le palais présidentiel à Almaty Ndlr] étaient des paramilitaires entraînés, vous ne pouvez pas vous tromper davantage. C'étaient des gars ordinaires, de vrais gars courageux avec des couilles, pas des experts en fauteuil. Ils y sont allés pour dire "non" au régime de Nazarbaïev, mais ce sont les autorités elles-mêmes qui avaient mis ces gens en colère, après avoir ouvert le feu. On avait le sentiment que ces gars-là tiendraient le coup jusqu'au bout. Ils n'étaient pas des provocateurs embauchés, parce que des provocateurs n'auraient jamais risqué de se faire tirer dessus. Personne là-bas ne se connaissait, les gens étaient unis par leur volonté de liberté et leur haine du régime » Extrait de *People and Nature* : « Kazakhstan: an eyewitness to the uprising in Almaty³ ». Affichant un mépris certain pour les insurgés, la fondation Carnegie, qui promeut les intérêts américains dans le monde, décrit ainsi les « violents » et rappelle leurs actions : « Le grand nombre de jeunes hommes frustrés n'ayant rien à perdre est l'explication la plus probable de la rapidité avec laquelle les manifestations se sont radicalisées et sont devenues violentes. Les manifestants se sont affrontés avec les forces de l'ordre et le pillage a commencé, alimenté par des boissons alcoolisées bon marché consommées pendant les célébrations du Nouvel An et apparemment mené principalement par des jeunes hommes en colère

et appauvris de la ville, ainsi que des villages locaux et des petites villes du Sud du Kazakhstan. La foule à Almaty a cambriolé des magasins d'armes et des supermarchés, attaqué des distributeurs automatiques de billets, incendié des voitures et saisi des véhicules militaires blindés. Ils ont également pris d'assaut le bâtiment de l'administration locale, le bureau du procureur, le bâtiment du Comité de sécurité nationale, des studios de télévision et d'autres sites, dont beaucoup ont été détruits ou incendiés. L'aéroport d'Almaty a également été occupé pendant plusieurs heures. Les preuves disponibles jusqu'à présent suggèrent que les manifestants armés n'avaient pas d'objectifs stratégiques au-delà du chaos et du pillage : les bâtiments administratifs ont été incendiés et saccagés, mais personne n'a tenté de les retenir par la suite. Les émeutiers n'ont pas non plus formulé de revendications politiques. L'absence de direction centralisée de plusieurs gangs et l'absence d'un programme politique autre que le chaos sont la clé ici, mais des décennies de gouvernement kazakh étouffant une véritable opposition ont également joué un rôle. ⁴» En identifiant des jeunes sans réserves comme les auteurs des « violences », Carnegie contredit ainsi la thèse du complot étranger et des islamistes armés qui auraient saisi l'occasion pour prendre le pouvoir.

- 4) L'éclosion de la violence prolétarienne a rapidement polarisé le mouvement entre démocrates pacifistes et travailleurs révoltés, atteignant ainsi un objectif politique de taille, alors que les défaites répétées du long cycle de luttes démocratiques avaient été incapables de réaliser. Il faudra désormais se hisser au niveau de l'affrontement de classe pour avoir une chance de renverser le long, trop long, cycle politique du prolétariat marqué par la suprématie de la contre-révolution et, depuis la crise financière et fiscale globale de 2007-2008, par l'avancée des tenants de la démocratie plébiscitaire, antichambre de mouvements et de régimes pleinement fascistes. Pour la première fois depuis des décennies de luttes démocratiques parsemées de poussées libertaires et parfois accompagnées d'un certain regain de luttes défensives de la classe exploitée, comme pendant le « printemps arabe », comme au Chili actuellement, à Hong Kong dans un passé récent ainsi qu'en Algérie, ça été aux ouvriers d'ouvrir le bal, de choisir le terrain et les formes du combat. Évidemment, ce message fort et clair envoyé aux frères de classe du monde entier, n'est pas suffisant pour inverser la tendance énoncée précédemment et engager une dynamique ascendante du cycle politique prolétarien. Toutefois, l'épisode insurrectionnel kazakh reste de bon augure à une époque où la crise exogène de la pandémie et les compétitions inter-capitalistes qui s'accroissent

³ Voir : <https://peopleandnature.wordpress.com/2022/01/09/kazakhstan-an-eyewitness-to-the-uprising-in-almaty>

⁴ Voir : Carnegie Moscow Center - Carnegie Endowment for International Peace « *Turmoil in Kazakhstan Heralds the End of the Nazarbayev Era* » in : <https://carnegie-moscow.org/commentary/86163>

parallèlement la prolifération de théâtres possibles de conflits armés, occupent le devant de la scène. La limite principale du moment insurrectionnel prolétarien au Kazakhstan réside dans l'absence d'un tissu diffus d'organes de classe centralisés dans un commandement militaire et politique capable de planifier les actes des insurgés, de préparer la riposte à la contre-offensive de la réaction et, avant tout, apte à élaborer une politique révolutionnaire distincte et opposée à la fraction démocratique et « patriote » du mouvement. Ce type d'organisation est certes absent mais les différentes tentatives d'auto-organisation qui ont jalonné l'histoire récente du prolétariat dans cette partie de la planète est un patrimoine précieux qui mérite d'être valorisé et consolidé en dehors de toute illusion de réforme institutionnelle, dans l'adoption d'un projet politique internationaliste en rupture avec le système capitaliste et son État. Un projet politique fondé exclusivement sur l'autonomie et le pouvoir ouvriers en alliance avec les mouvements des femmes, contre le patriarcat, et de la paysannerie pauvre qui tente d'échapper à la misère. Un projet politique enfin à même de faire siennes les aspirations libertaires que la jeunesse prolétarienne a énergiquement exprimées au cours de l'insurrection de ce début 2022.

- 5) Quoi qu'il en soit, le message des prolétaires au Kazakhstan est d'autant plus important et audible qu'il vient d'un pays capitaliste développé. Son PIB par habitant est comparable à celui de pays comme la Grèce, la Russie ou encore la Malaisie. L'industrie manufacturière et extractive représente plus du tiers du PIB tandis que l'agriculture n'atteint pas les 5 %. Les quelque 60 % restant proviennent des services. Là encore le poids des activités productives de l'industrie et des services est largement prépondérant. Contrairement à une fausse idée bien répandue, le Kazakhstan n'est pas un pays vivant sur les rentes extractives. Le secteur minier et celui d'extraction d'hydrocarbures comptent certes pour 16 % du PIB mais l'industrie manufacturière et le raffinage représentent 13 % du PIB (11 % l'industrie manufacturière à elle seule). Les transports⁵ dont le pays est bien pourvu assurent 11 % du PIB cependant que la construction atteint à peine 6 %. Enfin, avec 12 %, les services financiers couplés à la promotion immobilière ont un poids significatif. Le secteur bancaire, en concentration, est fort d'une trentaine d'établissements dont la moitié à capitaux autochtones. En raison de la forte internationalisation de son capital, la structure produc-

tive du Kazakhstan n'a rien d'obsolète. Rien qu'en 2020, Astana a reçu près de 4 milliards de dollars d'investissements directs étrangers, en hausse de 35 % sur un an. Tous les secteurs productifs à l'exclusion de la construction ont bénéficié de cette manne : mines, extraction et raffinage d'hydrocarbures, transports, services financiers, télécommunications et énergie. Mais ce sont encore les ressources naturelles qui sont les cibles de la moitié des investissements directs étrangers. Pour autant, l'État garde solidement entre ses mains Kazatomprom, de loin le numéro un mondial du minerai d'uranium, KazMunayGas, le géant national de l'extraction et du raffinage d'hydrocarbures, et KEGOC, le producteur et distributeur d'électricité du pays. Depuis ladite « indépendance », en 1991, le Kazakhstan a engrangé plus de 370 milliards de dollars d'investissements directs étrangers. Toutes les grandes puissances mondiales y sont présentes en compagnie notamment des Pays-Bas et de la Suisse, tandis que les cinq premiers fournisseurs sont la Russie, la Chine, l'Allemagne, l'Italie et les États-Unis, tous des pays leaders dans les équipements industriels et de transport. La Russie en revanche est en net retrait avec seulement 7 % du total des investissements directs étrangers comptabilisés en 2020. Les États-Unis ont injecté dans ce pays près de 35 milliards de dollars entre 2005 et 2018. La Chine, quant à elle, profitant aussi du cadre défini par « l'initiative de la nouvelle route de la soie », a dépensé en investissements directs plus de 19 milliards de dollars, entre 2005 et 2020 avec en perspective 5,5 milliards de dollars supplémentaires avant la fin 2023. Les grands groupes mondiaux se bousculent pour assurer leur présence au Kazakhstan, les sociétés minières et extractives en tête. La classe ouvrière, elle, est forte⁶, multi-ethnique comme la population dans son ensemble⁷, multi-religieuse (l'islam pour l'essentiel sunnite représente 70 % des croyants et le christianisme 25 %) et concentrée dans les villes. Sur 20 millions d'habitants, plus d'un million travaillent dans l'industrie et dans les mines, 800 000 dans les transports et 500 000 dans la santé. L'agriculture et la pêche emploient 1,2 million de personnes⁸. En 2020, près de 60 % de la

⁶ Le salaire moyen ouvrier brut est de l'ordre de 500 euros par mois. Le taux de chômage est d'environ 6 %.

⁷ La population comprend 69 % de Kazakhs – en augmentation –, 20 % de Russes – en diminution – et le reste provient de diverses origines (dont les populations déportées par Staline de 1941 à 1944 – Allemands de la Volga, Meshkètes de Géorgie, Polonais d'Ukraine, Tatars de Crimée – et de populations des pays voisins Ouzbeks, Tadjiks, Ouïgours, etc.). Pour une liste complète des nombreuses ethnies du Kazakhstan, voir : <https://www.axl.cefan.ulaval.ca/asia/kazakhstan-1General.htm>

⁸ À noter que la colère dans les campagnes avait éclaté, en avril 2016, après l'adoption d'une loi qui a permis à des investisseurs étrangers de louer des terres pendant 25 ans au maximum. Les paysans kazakhs craignaient que les « Chinois » s'installent durablement dans l'agriculture du pays. Une crainte qui s'était déjà exprimée, en 2010, à la suite de la cession à des

⁵ Seule Almaty possède un métro, celui d'Astana, la capitale, est en construction, deux autres villes ont des réseaux de tramway, ce qui explique l'utilisation importante de la voiture comme moyen individuel de déplacement.

population vit en ville ou dans les territoires périurbains. L'État a abondamment financé le développement capitaliste et son propre financement en recourant aux prêts étrangers qui représentent quelque 25 % du PIB. La dette extérieure globale, elle, s'élève à près du 100 % du PIB. Les prêteurs sont issus des Pays-Bas, du Royaume-Uni, des États-Unis, de la France, de la Chine et de la Russie en ordre décroissant. Ceci montre la forte dépendance du Kazakhstan auprès des marchés mûrs des capitaux. Ici l'accumulation du capital est entièrement tributaire des principales puissances impérialistes et font de ce pays un enjeu crucial de la restructuration des rapports inter-impérialistes en cours. Ses matières premières, dont l'uranium et les métaux rares pour la « transition écologique », sa place dans la géographie politique de la région et sa forte présence sur les marchés des capitaux font du Kazakhstan un pays « sensible ».

L'épisode insurrectionnel de ce début 2022 a mis à vif la longue et âpre compétition entre les différentes puissances impérialistes pour prévaloir au Kazakhstan. Ancienne république de l'URSS, Astana a entamé, depuis son indépendance, un processus en grande partie abouti de détachement de Moscou. Son ancien dictateur constitutionnel, Noursoultan Nazarbaïev, a opté pour une politique étrangère et commerciale qualifiée de multi-sectorielle. Laissons à l'organe du régime, l'explication de ce concept : « *Le Kazakhstan est un pays enclavé et l'une de ses tâches stratégiques pour accéder aux marchés mondiaux et accroître les possibilités d'exportation est de surmonter son isolement géographique, ce qui n'est possible que grâce au développement de liens étroits avec tous les voisins les plus proches et à l'établissement de relations de bon voisinage avec eux. Deuxièmement, l'Asie centrale est une région où convergent les intérêts de trois grandes puissances, la Russie, la Chine et les États-Unis. Les puissances régionales manifestent également un vif intérêt : Turquie, Inde, Pakistan, Japon, pays de l'Union européenne, chacun y a ses intérêts. L'approche multi-vectorielle est également importante car, comme le montre l'histoire du développement indépendant des États post-soviétiques, une orientation exclusive de la politique étrangère vers un seul pays ne répond finalement pas aux intérêts nationaux du Kazakhstan, limitant de manière critique la liberté de manœuvre stratégique.* »⁹ Le mouvement prolétarien a fait éclater cette politique étrangère. Astana a dû appeler au secours les troupes des pays de l'ancienne Union soviétique, regroupés dans le « *Collective Security Treaty Organi-*

sation »¹⁰ pour mater la rébellion. Moscou s'est ainsi réinstallée au Kazakhstan en y envoyant la redoutable 45^e brigade des forces spéciales (Spetsnaz), tristement célèbre pour ses exactions en Abkhazie (1992-1993), en Tchétchénie (1999-2001) et plus récemment dans le Donbass ukrainien. De la sorte, le nouvel homme fort du régime, le président Kassym-Jomart Tokaïev, ancien ambassadeur kazakh à Pékin et grand ami de la Chine, a été obligé de faire son allégeance à la Russie de Poutine en acceptant sa présence militaire. La Chine s'est aussitôt rangée du côté de son ami, en plaidant pour la répression la plus décidée mais en la déléguant de facto à Moscou. Serré dans cet étau, le Kazakhstan a peu de chances de revenir de sitôt à la politique étrangère multi-vectorielle. Il n'est pas exclu, à ce propos, que l'affaiblissement de Noursoultan Nazarbaïev soit davantage le fait de l'insurrection et de sa répression que d'un conflit ouvert au sein de l'exécutif. L'ancien président, en effet, s'est empressé d'appeler à une grande fermeté vis-à-vis des émeutiers en ne ménageant pas son soutien à son successeur, choisi et désigné par lui. Quant au limogeage du sommet du CSN, il est davantage à imputer à son manque d'efficacité dans l'œuvre de prévention et d'écrasement de l'insurrection qu'à la volonté de Kassym-Jomart Tokaïev de rompre tout rapport avec l'ancienne équipe aux commandes du pays. « Sacrifier » Noursoultan Nazarbaïev, en lui ôtant la présidence du CSN pour l'endosser lui-même, limoger Samat Abish, le neveu de l'ancien président, qui était jusqu'ici le numéro deux du CSN, arrêter Karim Massimov, le patron des services secrets intérieurs accusé de trahison, ne s'apparentent guère à une « révolution de palais » mais plutôt à une opération de maquillage nécessaire pour restaurer l'ordre dans un pays où les insurgés ont sans cesse ciblé Noursoultan Nazarbaïev comme le principal responsable de leur condition et de la construction d'un État qui faisait figure de modèle pour ses capacités de répression.

Bruxelles, Paris, Prague, 15 janvier 2022

intérêts chinois d'un million d'hectares autour d'Almaty. La cible de la protestation paysanne était KazAgro, la structure étatique, jugée très corrompue, en charge de la location des terres.

⁹ Voir : *The Astana Times*, du 09/03/2021, in : <https://astanatimes.com/2021/03/peace-through-engagement-the-multi-vector-direction-of-kazakhstans-foreign-policy/>

¹⁰ L'équivalent en petit – et sous le contrôle total de Moscou – de l'OTAN ou de l'ex-Pacte de Varsovie, qui regroupe Russie, Arménie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et Ouzbékistan.